



Syndicat Cgt des Agents de la Métropole Aix Marseille Provence

23 boulevard Charles Nedelec 13003 Marseille
email : cgt.metropole.amp@gmail.com

Marseille le 5 Décembre 2018,

Objet : Préavis de grève de 0 à 24h à pour les journées du 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 décembre 2018

Madame la Présidente,

Malgré les nombreuses manifestations partout en France, l'expression massive et grandissante de la colère du peuple, le gouvernement continue à faire la sourde oreille et tente de jouer le pourrissement de la situation.

Cette colère, nous la partageons, car nous la portons depuis de nombreuses années face aux gouvernements successifs, qui n'ont eu de cesse d'asservir toujours un peu plus le peuple et les travailleurs, au nom du grand capital et de la finance.

Les exemples sont nombreux !! Les nombreuses luttes que nous avons menées, que nous menons toujours, et que nous mènerons encore, pourront témoigner de notre acharnement à combattre les exploités et ce système capitaliste destructeur pour l'homme et notre planète.

Nous en sommes-nous même directement victimes au sein de la Métropole Aix Marseille Provence, dont l'essence même est de détruire le service public pour le transformer en service au public, géré par de grands groupes privés dont certains se partagent déjà une grande part des services publics de la ville de Marseille et du Conseil de Territoire 1.

Cette destruction vous l'avez déjà commencée au vue des externalisations de services, la recrudescence du nombre de contractuels en lieu et place de fonctionnaires, et vous allez prochainement l'amplifier via la fusion toute proche avec le conseil départemental.

C'est parce que nous sommes convaincus qu'amplifier, aujourd'hui la contestation qui gronde, par la grève, est la seule solution pour gagner l'unité et la force nécessaires pour contrer le gouvernement et conquérir le progrès social au service des citoyens, par le maintien et le développement des services publics essentiels aux besoins des populations ;

Que nous exigeons qu'au niveau national nous ayons de réelles négociations sur :

- Le dégel immédiat du point d'indice de la Fonction publique et l'augmentation des salaires du public et du privé sur la base du SMIC à 1 800 € net, des pensions et des minimas sociaux ;
- L'arrêt des suppressions de postes et fermetures des services publics, la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour répondre aux besoins des populations dans une organisation équilibrée et écologiquement responsable des territoires, qui passe notamment par un développement du transport ferroviaire ;
- Le recrutement massif d'emplois statutaires et l'ouverture de postes nécessaires, à l'opposé des régressions contenues dans le plan Action Publique 2022 ;

- L'arrêt de toute augmentation du temps de travail et la réduction du temps de travail à 32h hebdomadaires;
- La sauvegarde et le développement de notre système de protection sociale et de notre système de retraite, à l'inverse du système par points voulu par le gouvernement ;
- Un aménagement équilibré du territoire qui passe par la lutte contre la concentration de l'activité sur les métropoles, véritables « territoires entreprises » au seul service des grands groupes donneurs d'ordres et de leurs actionnaires, par le maintien des départements et des compétences communales, et par le réengagement financier de l'État à hauteur des besoins exprimés.

Parce que nous sommes aujourd'hui encore sans réponse à notre demande de rencontre avec la présidente et sans réponse satisfaisante sur nos revendications qui sont :

- La création d'une structure d'activité sociale Métropolitaine (CAS, COS, ou régie) financée à hauteur de 3% de la masse salariale, avec le maintien des antennes de territoire et de ses personnels pour assurer l'accessibilité à tous les agents de tous les territoires ;
- Une réduction du temps de travail à 32h hebdomadaires pour tous, avec une réduction pouvant aller jusqu'à 24h30 par semaine pour les missions les plus pénibles ;
- L'harmonisation par le haut du régime indemnitaire pour tous les agents de la Métropole ;
- Le maintien ou le retour en régie publique de toutes les activités de collecte, de traitement des déchets, de nettoyage, de l'eau et de l'assainissement ;
- La gratuité des transports pour tous;
- Un déroulement de carrière linéaire permettant de doubler son salaire de l'embauche à son départ à la retraite pour une carrière complète ;
- Le passage en catégorie B pour tous les agents de maîtrise;
- L'embauche immédiate des personnels nécessaires pour le bon fonctionnement des services;
- Le remplacement systématique de tous les départs en retraite.

Parce que l'avenir économique et social de notre métropole nous concerne tous !

- L'arrêt Immédiat de toutes les formes de répression sur nos enfants, étudiants qui manifestent pour leur droit à un avenir !
- La mise en œuvre concrète des relogements de tous les habitants de Marseille qui ont été expulsés et ceux qui vivent encore dans des logements indignes ! L'arrêt de la répression policière qui s'exerce sur ces familles qui pour certaines ont perdu un proche et qui manifestent pour leur droit simple d'avoir un toit digne !
- Une politique économique sur notre métropole qui permette la réindustrialisation en créant de l'emploi et réduisant la misère de notre territoire !
Et notamment le maintien de la centrale de Gardanne avec un plan de transformation écologique qui permette de maintenir et même de développer l'emploi direct et l'emploi induit ; La CGT exige un moratoire sur le charbon afin de se laisser le temps de trouver des solutions d'avenir pour une exploitation responsable du charbon et la mise en place de moyens de production complémentaires permettant de répondre aux besoins des usagers et de l'industrie. Cette condition est indispensable car aucun projet ne peut voir le jour dans les délais annoncés par le gouvernement !

- Une véritable politique d'insertion sociale ambitieuse et dynamique qui permette à nos jeunes de suivre des formations qualifiantes et diplômantes et d'accéder enfin à un emploi qui leur permettent de vivre dignement ! Et notamment la création d'une filière « métiers de la mer » qui permettrait le développement de notre Grand Port Maritime de Marseillais générateur d'emplois ! Nous citons ici quelques extraits de la Charte « **Métropole-Port** » :

La Métropole Aix-Marseille-Provence fait le pari de devenir un leader économique et de l'innovation, attractif et ouvert au cœur des échanges euro-méditerranéens, ce qui passe par un système portuaire de premier plan, qui capte puissamment les trafics internationaux et structure les activités. »

Et dont deux des ambitions affichées sont :

- ✓ « Contribuer à la création de valeur et de compétitivité de ses six grandes filières d'excellence (maritime et logistique, énergie environnement, industries numériques et créatives, arts de vivre et tourisme, aéronautique-mécanique, santé);
- ✓ Développer l'emploi métropolitain ; »
« La charte Métropole-Port, qui élargit et approfondit la charte Ville-Port, s'inscrit dans le cadre des ambitions précédentes et propose une série de projets et d'actions menés en commun pour atteindre **les ambitions communes des partenaires, au service de la création d'emplois, de richesse et de valeur.** »

Pour chacune des revendications qui concernent ces politiques à développer, l'ouverture de postes de fonctionnaires conséquents sur la métropole pour mener à bien ces projets de développement économique et sociaux par la métropole!

En résumé nous réclamons une métropole sociale et solidaire qui réponde à l'ensemble des besoins de la population de son périmètre de façon juste et équitable quel que soit son lieu d'habitation !

Nous déposons donc un préavis de grève de 0 à 24h illimité à partir du Dimanche 9 Décembre 2018, afin de permettre à tous les agents de la Métropole d'exprimer leur colère en participant aux multiples actions et manifestations qui seront programmées durant la période, et nous les appelons à venir nombreux.

Nous vous adressons, Madame la Présidente, nos sincères salutations syndicales.

Pour le syndicat CGT des personnels
Métropole Aix Marseille Provence,
Sébastien CRAVERO

